

les retombées. Si les Canadiens s'attendent à ce que les Thaïlandais, les Chinois et les Sud-Coréens adoptent des stratégies environnementales et économiques viables, et à ce que le Canada partage les retombées mondiales, sont-ils prêts à payer le coût que cela implique? La génération actuelle de Canadiens, ou d'Asiatiques, est-elle prête à investir dans des avantages dont seules les générations futures jouiront? Trouver des façons de réaménager ces coûts et retombées, de façon à ce que tous en bénéficient un peu, est l'une des énigmes relatives au développement durable.

Deuxièmement, on comprend d'après les exemples donnés qu'une intervention internationale est presque toujours nécessaire. Ainsi, les huards canadiens dans les Maritimes ingèrent du mercure en suspension dans l'air provenant de l'Eurasie (et, faut-il ajouter, des États-Unis). Les Sud-Coréens et les Japonais souffrent de l'épouvantable pollution de l'air de la Chine du Nord. Les conditions sordides à Manille ou à Djakarta ne peuvent être corrigées par les seuls Philippins et Indonésiens. On a estimé que les membres asiatiques de l'APEC devraient investir 42 milliards de dollars US supplémentaires par an pour parvenir à une croissance viable d'ici l'an 2000. La majeure partie de celle-ci pourrait être financée par leur propre croissance, mais pas complètement. Si l'on songe aux retombées dont pourraient bénéficier les Canadiens, que devraient fournir ces derniers pour favoriser l'application d'un développement durable en Asie-Pacifique?

Certains soutiennent (étant donné les modestes budgets d'aide au développement du Canada) que le Canada ne pourrait faire meilleure contribution que promouvoir l'accroissement du commerce et de l'investissement. Une plus grande prospérité, disent-ils, fournit aux pays en développement à la fois la capacité et le stimulant pour adopter et appliquer des politiques de développement durable. Vendre des produits et des technologies écologiques représente un type plus précis de contribution.

Il existe une foule de documents de référence sur les liens entre le commerce et l'environnement. Certains écologistes ont affirmé que le libre-échange accru (tel celui dont on fait la promotion dans l'APEC) milite contre la protection de l'environnement. Les tenants du libre-échange ont tendance à dire que la politique commerciale est une chose, et la politique environnementale, une autre. Mais même au sein de l'APEC, les questions environnementales retiennent davantage l'attention des ministres responsables ces derniers temps. Un programme de «villes viables», afin de remédier à certains maux de l'urbanisation en Asie, figure à l'ordre du jour du sommet de l'APEC qui aura lieu en novembre, à Vancouver. Est-ce un autre cas devant faire l'objet d'un code de conduite d'entreprise? À quel autre péril environnemental le gouvernement canadien devrait-il s'attarder en Asie-Pacifique? Quels sont les coûts qu'il devrait accepter?